

Programme de travail (provisoire)

Aspects généraux

- **Jeudi 2 décembre** : quelles propositions de conditionnalités portées par les ONG, syndicats, entrepreneurs sociaux ? Etablir un état des lieux partagé sur les propositions emblématiques portées par la société civile, en s'attachant à préciser ce qui est possible à droit constant, ce qui nécessite des évolutions législatives, etc. Ont été invités :
 - des représentants d'ONG ayant porté des propositions au cours des deux dernières années : Greenpeace - CCFD - Oxfam;
 - des représentants syndicaux : CGT - CFDT - CFE-CGC
 - des représentants patronaux : CPME - Centre des jeunes dirigeants - Impact France
 - des représentants de l'ESS : CG SCOP
 - un questionnaire de 5 questions indicatives sera mis à disposition pour transmettre aux organisations qui ne pourraient être auditionnées.
- **Jeudi 9 décembre** : Quelle transparence, quel suivi, quelles conditions d'accès et quel contrôle des aides publiques ? Ont été invités
 - Kevin Gernier sur la transparence comme exigence démocratique (Transparency France)
 - Greg LeRoy, sur la transparence et disponibilité des bases de données (Good Jobs First, Etats-Unis)
 - Rachel Hanna, sur l'accès à l'information (Access Info Europe)
 - Représentant de Bercy (à confirmer)
- **Jeudi 16 décembre** : état des lieux sur les conditionnalités ; qu'est-ce qui existe ? Que permet et ne permet pas le droit européen ? Quelles conditionnalités existantes fonctionnent et sont utiles ? Quels exemples à l'étranger ? Pourraient être auditionnés :
 - Clément Carbonnier, économiste au LIEPP
 - Mathieu Plane, économiste à l'OFCE
 - Anémone Cartier-Bresson, professeure de droit de l'Université de Paris, auteure du « Droit des aides publiques aux entreprises »

Par secteur (programme indicatif)

- **Jeudi 6 janvier 2022** (à confirmer et préciser) : Quel avenir pour les allègements et exonérations fiscales ? Quels sont les montants en jeu ? Quelle est leur efficacité ? Quelles conséquences sur les finances publiques (budget de l'Etat et sécurité sociale) ? Peut-on les conditionner ? Quel suivi et quel contrôle public ?
- **Jeudi 13 janvier 2022** (à confirmer et préciser) : sur le secteur pharmaceutique et de la santé - Que représentent les aides publiques sur ce secteur ? Sont-elles appropriées et adaptées aux objectifs poursuivis ? quelles conditionnalités sont envisageables ? Objectif : aborder les questions du soutien public à la recherche privée, de la relocalisation des activités du secteur mais aussi des missions de service public confiées au secteur privé (EHPAD etc) ;
- **Jeudi 20 janvier 2022** (à confirmer et préciser) : sur le secteur de la grande distribution - Non délocalisable et grand utilisateur de contrats de travail à bas salaires, le secteur de la grande distribution bénéficie pourtant d'aides publiques conséquentes (du CICE au CIR) : faut-il les maintenir ? Les conditionner ? Les transformer ?
- **Jeudi 27 janvier 2022** : (à confirmer et préciser) sur le secteur de l'énergie - Les aides publiques et exonérations fiscales sur le secteur de l'énergie sont-elles adaptées et efficaces ? Les dispositifs de fiscalité écologique, notamment les exonérations fiscales sur les énergies les plus polluantes, doivent-ils être revus ? Comment ?
- **Début février (à confirmer et préciser)** - Secteur aérien - Quelles aides publiques et quelles conditionnalités pour le secteur aérien ? Comment transformer le secteur aérien ? Quels enjeux en termes de transition écologique et de reconversion industrielle pour le secteur ? Quelles conditionnalités pour améliorer les relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants ? Rencontres avec les différentes parties prenantes du secteur : syndicats, société civile, experts du secteur ; permet d'approcher les enjeux etc.

Contact :
maxime.combes@gmail.com
06 24 51 29 44